

Les secrets de la mise en place dans la territoriale

L'ex-Gouvernement se contente de 3 gouverneurs et de 5 vice-gouverneurs; le Rcd a 2+5 tandis que les autres composantes ont chacune 1 gouverneur et 4 adjoints (Mlc), 3 vice (Opposition politique et Société civile), 1 adjoint (Maï-Maï, Rcd-Ml et Rcd-N). Pour avoir arraché le gouvernorat, l'ex-Gouvernement sera sous haute surveillance. Le gouverneur de la ville se verra flanquer de 3 vice-gouverneurs alors que partout ailleurs il y en aura 2

Kinshasa , 25.03.2004 | Politics



Très laborieusement, les membres du Gouvernement de transition sont parvenus à accorder leurs violons sur la mise en place au sein de la territoriale. C'était mardi dernier jusque tard dans la nuit au cours d'une réunion extraordinaire tenue à la Cité de l'Union africaine. Mais le compte rendu fait à cet effet ne pouvait renseigner sur les leçons à tirer de cette mise en commun des ambitions des uns et des autres.

De façon globale, il convient de retenir que l'ancienne composante Gouvernement a, une fois de plus, fait montre de ses dispositions à faire des concessions. Pour le cas d'espèce, c'est une concession majeure qui a été faite dans la mesure où cet ancienne composante devra se contenter de 3 postes de gouverneurs de province.

Pourtant, lors de la signature de l'Accord global et inclusif, le Gouvernement de l'époque comptait sur les exécutifs provinciaux de Kinshasa, Matadi, Bandundu, Kananga, Mbuji-Mayi, Lubumbashi et Mbandaka, soit 7 postes. Voilà que de 7 on est allé à 3, soit moins de la moitié. Tout cela est accepté au nom du partage du pouvoir dans l'intention de préserver les objectifs de la transition.

En ce qui concerne le Rassemblement congolais pour la démocratie (Rcd) qui s'était établi à Goma, Bukavu, Kindu et Kisangani, il va gérer 2 provinces. Mais la particularité avec cet ancien mouvement rebelle c'est qu'il tenait absolument à ériger

en provinces les entités (mieux les districts) qu'il considérait comme des provinces et où il avait mis en place des gouverneurs. Sur ce point précis, les autres parties à l'Accord global et inclusif ont préféré faire valoir le bon sens en maintenant le nombre des provinces à 11, soit le nombre reconnu lors du déclenchement de la guerre.

Quant au Mouvement de libération du Congo (Mlc) qui tenait à obtenir un nombre égal de postes de gouverneurs pour les principaux belligérants à l'instar du gouvernement, il lui a été rappelé qu'il n'avait pas administré une province entière ni même pas mis pied sur un chef-lieu de province. Ainsi, il a droit à un gouverneur. Il en est de même des autres parties prenantes à l'Accord global et inclusif que sont l'Opposition politique, la Société civile, les Maï-Maï, le Rcd-MI et le Rcd/N.

Au chapitre des vice-gouverneurs, l'ex-Gouvernement et le Rcd ont ex aequo 5 postes, le Mlc 4, l'Opposition politique et la Société 3 (ex aequo), les Maï-Maï, le Rcd-MI et le Rcd-N ont ex aequo ? vice-gouverneur.

Le principe qui est également acquis, c'est la territoriale des non originaires. Jusqu'à présent, les différentes formations ou familles politiques se concertent pour désigner leurs représentants à tous ces postes.

On sait également que l'ex-Gouvernement va diriger la ville province de Kinshasa. Mais, il n'aura pas le loisir de diriger comme par le passé avec deux vice gouverneurs. Etant donné que les enjeux sont de taille, le Rcd; le Mlc et l'Opposition politique n'ont pas voulu lui donner un blanc seing. Voilà pourquoi ces trois composantes vont désigner les trois vice-gouverneurs pour la ville de Kinshasa. Ainsi, c'est l'unique cas où l'on aura trois adjoints tandis que partout ailleurs, le gouverneur sera secondé par deux adjoints.

Comme on peut le constater, c'est de nouveau la manie des calculs macabres du genre $3+2+1+1+1+1+1+1$. Et Puis $3+5$ $2+5$; $1+4$; $1+3$; $1+3$; $1+1$; $1+1$; $1+1$; $1+3$; $1+2$...

Décidément, cette transition, c'est aussi celle des chiffres. Sans attendre grand chose de ces gouverneurs, les Congolais veulent les voir en place pour permettre à la transition de se dérouler et de donner lieu à des élections libres, transparentes et démocratiques.

L'Avenir .